

## **Administration Numérique? NON MERCI! INTERNET NE REMPLACERA PAS LES AGENTS**

Les agents des finances publiques se mobilisent pour un service public de qualité !!!

La dernière campagne d'impôt sur le revenu, avant la mise en place du prélèvement à la source, bât son plein, alors que l'échéance de dépôt des déclarations papier est fixée à ce jeudi 17 mai (les internautes peuvent télédéclarer jusqu'au 29 mai).

Les conditions d'accueil des particuliers se sont dégradées depuis plusieurs années, corrélativement à la très forte incitation, pour ne pas dire obligation, faite aux usagers de télédéclarer et de télépayer leurs impôts, et à la réduction continue des horaires d'ouverture au public.

Ainsi en 2019, avec la mise en place du prélèvement à la source, qui contrairement à une idée reçue n'exonérera pas le contribuable de l'établissement d'une déclaration, toutes les personnes quel que soit leur niveau de revenus seront soumises à l'obligation de télédéclarer.

Ce faisant l'administration contraint les usagers à utiliser internet en ignorant de fait, toutes les personnes victimes de la fracture numérique (en bref, les plus précaires) quand dans nos services, tout démontre qu'ils ont encore recouru massivement à l'accueil physique.

Les conditions d'accueil dans nos services ne sont pourtant pas dignes d'un service public de qualité ; en témoigne la photo, à suivre, prise le lundi 14 mai à 9h30, d'une file d'attente s'étirant jusqu'en limite de l'entrée de la cité administrative d'Angers avec un temps d'attente d'environ 1H. Ce qui est en cause n'est évidemment pas le professionnalisme et la disponibilité des agents d'accueil, mais bien l'incurie d'une administration qui met en œuvre une politique drastique de réduction des effectifs (la DDFiP de Maine-et-Loire a perdu en moins de 10 ans près de 200 emplois) et considère la dématérialisation comme la solution miracle et la finalité du service public.

Au-delà, la volonté gouvernementale est claire : aller vers moins de service public.

Localement, les annonces de notre directeur ne trompent pas :

- suppressions des services des impôts des entreprises à Baugé et Segré.
- suppressions de nombreuses trésoreries de proximité avec dès le 1<sup>er</sup> janvier 2019, les fermetures de La Romagne-Montfaucon, Chateaufort sur Sarthe et Beaufort en vallée. De 40 en 2000, nous tomberons à moins de 10 en 2021
- Une tendance à la départementalisation voire à la régionalisation de nos services qui les éloigne de leur public (cadastre, service de l'enregistrement, service de publicité foncière...)

La création d'un centre d'appel, censé répondre aux questions des contribuables ne changera pas la donne puisque d'ores et déjà ses effectifs ne permettront pas de répondre à tous.

**Attachés à un service public de proximité et de qualité les agents des finances publiques, à l'appel de Solidaires, de la CGT et de la CFDT Finances publiques distribueront des tracts de sensibilisation au public dès 8h30 et organiseront, ce jeudi 17 mai entre 12h et 13h30 (plage de fermeture de l'accueil à Angers) une réception « improvisée » des contribuables sur le parvis du centre des finances publiques d'Angers.**

**Ils seront par ailleurs massivement en grève le 22 mai prochain pour défendre leur vision du service public.**

**Contre l'orientation du gouvernement,  
nous défendons la proximité.**

**Contre les choix administratifs, nous défendons l'accueil du public.**



Angers le 14 mai 2018